

*D'anciens ministres contre
demande de Bolsonaro de
destitution d'un juge au Brésil*



Brasilia, 22 août (RHC) Au moins 10 anciens ministres ont signé au Brésil un manifeste de rejet de la demande de destitution présentée par le président Jair Bolsonaro contre le juge Alexandre de Moraes, de la Cour suprême, a été confirmé aujourd'hui.

Selon le portail d'information G1, les anciens ministres de la Justice et de la Défense appellent dans la lettre le président du Sénat, Rodrigo Pacheco, à écarter la demande de procès politique contre De Moraes, présentée par le chef d'état.

Les signataires du document étaient des membres des gouvernements des anciens présidents Fernando Henrique Cardoso, Luiz Inácio Lula da Silva, Dilma Rousseff et Michel Temer.

Bolsonaro a déposé vendredi au Sénat une demande de cessation contre De Moraes, mais le même jour la Cour fédérale suprême (STF) a publié une note de rejet.

'L'État de droit démocratique ne tolère pas qu'un magistrat soit accusé pour ses décisions, car il doit être mis en cause dans les recours correspondants, dans le respect de la légalité', indique le texte du STF.

Le Tribunal Suprême souligne que 'tout en exprimant sa confiance totale dans l'indépendance et l'impartialité du ministre Alexandre de Moraes, il attendra de manière républicaine la délibération du Sénat fédéral'.

Les anciens ministres affirment dans leur document qu'il est 'impératif de mettre fin à cette aventure juridico-politique'.

Parce que, ajoutent-ils, 'le contraire serait de soumettre notre pouvoir judiciaire à une procédure préliminaire au Sénat fédéral pour satisfaire le simple caprice du président qui a régulièrement violé les lignes de démarcation de la Constitution.

Ils soulignent que le traitement éventuel de l'affaire par le Sénat aura des effets négatifs sur la stabilité démocratique.

De même, il y aura 'prévalence de représailles contre un membre de notre Cour suprême, ce qui engendrera une immense insécurité dans le cœur de notre société et des répercussions internationales négatives sur l'image du Brésil'.

Les signataires du contenu avertissent que Bolsonaro a fait de 'la confrontation constante une force d'action politique'.

Ils assurent que 'le président de la République suit ainsi le scénario d'autres dirigeants autocratiques du monde entier qui, élevés au pouvoir par le vote, cherchent sans cesse à affaiblir les institutions de l'État de droit démocratique, y compris le pouvoir judiciaire'.

Bolsonaro a exigé l'expulsion après que De Moraes a décidé le 4 août l'ouverture d'une enquête contre le président sur la diffusion de fausses nouvelles.

La raison en sont les attaques que l'ancien capitaine de l'armée lance contre l'urne électronique et contre au système électoral. Cette décision répondait à la demande unanime des ministres du Tribunal électoral suprême.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/267722-danciens-ministres-contre-demande-de-bolsonaro-de-destitution-dun-juge-au-bresil>



Radio Habana Cuba